

CLAUDE GUÉANT DEMAIN À ALGER

Immigration et lutte antiterroriste au menu

Après y avoir fait un déplacement en tant que chargé de mission de Sarkozy, Claude Guéant sera demain à Alger pour un second déplacement avec le statut de ministre de l'Intérieur dans un contexte de précampagne en France caractérisée par une volonté affichée de réduire l'immigration régulière.

Nawal Imès- Alger (Le Soir) - Le ministre de l'Intérieur français, qui mène campagne pour la limitation de l'afflux des étrangers en France, évoquera la question de la libre circulation des personnes avec non seulement son homologue mais également le président de la République qui devrait lui accorder une audience.

Paris souhaiterait «approfondir» les discussions sur la révision de l'accord de décembre 1968 relatif à la circulation, à l'emploi et au séjour des ressortissants algériens et leurs familles.

Alger, ne partageant pas les thèses de Paris, a toujours plaidé pour le principe de la libre circulation des personnes tout en offrant des garanties en durcissant la législation en matière de lutte contre l'immigration clandestine.

Des garanties qui avaient valu à l'Algérie beaucoup de critiques au moment où le pays adoptait une législation exposant les candidats à l'immigra-

tion clandestine à des poursuites judiciaires et à des peines d'emprisonnement.

De l'autre côté de la Méditerranée, les mesures s'annoncent encore plus draconiennes.

En plus de lutter contre l'immigration clandestine en demandant aux pays de la rive sud de faire le gendarme, la France ne cache plus son intention de limiter l'immigration légale.

Et c'est Claude Guéant qui est l'artisan d'une batterie de mesures qu'il défend âprement dans un contexte de précampagne.

La semaine dernière, il déclarait sur les ondes d'une chaîne de radio française que «la France accueille chaque année 200 000 étrangers en situation régulière, et c'est trop», rappelant son objectif de diminuer en un an de 10% cette immigration.

Le lendemain de cette déclaration, il répétait vouloir réduire l'immigration légale et lutter



Photo : DR

avec détermination contre les éventuelles «fraudes sociales» des étrangers, quelques jours après avoir annoncé une réforme visant à rendre plus difficiles les conditions de l'obtention du droit d'asile en France.

L'été dernier, il signait une circulaire pour réduire le nombre de métiers ouverts aux étrangers et déclarait que «les Français, à force d'immigration incontrôlée, ont parfois le sentiment de ne plus être chez eux».

Un discours qu'il aura à défendre face à des homologues algériens pour qui la

question de l'immigration continue d'être centrale.

Mais ce n'est pas le seul point qui sera évoqué lors de cette visite. La lutte contre le terrorisme dans le Sahel est également inscrite à l'ordre du jour de la visite du ministre français.

La prolifération des armes dans la zone sahélo-saharienne et la multiplication des kidnappings de ressortissants étrangers dans la région suscitent des inquiétudes aussi bien chez les pays concernés que ceux de la rive nord.

Claude Guéant s'entretiendra avec les responsables algériens au sujet de la lutte antiterroriste menée par les pays de la région, Paris souhaitant que les pays dits «du champ» – l'Algérie, la Mauritanie, le Niger et le Mali – coopèrent davantage.

La France tente de se positionner comme un partenaire incontournable dans une région où les ballets diplomatiques s'intensifient et où le leadership en matière de lutte anti terroriste bat son plein.

N. I.

ALORS QUE LE VERDICT ÉTAIT ATTENDU DANS L'AFFAIRE DU CHRÉTIEN ALGÉRIEN Le juge demande un complément d'enquête

Regroupé ce jeudi devant le tribunal d'Oran dès 10 heures du matin pour un sit-in de soutien à Karim Siaghi, chrétien accusé de prosélytisme, le collectif de soutien de ce dernier ainsi que des membres de la CNCD Oran ont été surpris d'apprendre que le verdict avait déjà été rendu en début de matinée alors qu'il était attendu à partir de 13 heures, tel que cela se fait habituellement. Leur surprise est d'autant plus forte lorsqu'ils apprennent que le juge a décidé de renvoyer l'affaire pour complément d'enquête.

Condamné en première instance à 5 ans de prison ferme et à une amende de 200 000 DA, Karim Siaghi est poursuivi pour «offense au Prophète». Durant le procès en appel, qui avait eu lieu le 17 novembre 2011, un détail, et pas des moindres, avait été soulevé par la défense de l'accusé, à savoir l'absence du plaignant à l'origine de cette affaire. Il s'agit du voisin de l'accusé qui avait reçu des CD sur le christianisme remis par Karim Siaghi. Le plaignant avait affirmé que l'accusé avait proféré des injures contre le Prophète. Ce que le concerné réfute en bloc. Ce renvoi pour complément d'enquête est interprété par des proches de l'accusé comme «une marche-arrière de la justice afin de veiller au respect de la procédure qui a révélé plusieurs anomalies dans l'instruction, avec notamment l'absence de la déposition du plaignant et son absence au procès». Avec ce renvoi, l'accusé devrait, nous dira l'un de ses avocats, être convoqué dans moins de quinze jours devant le juge d'instruction, au même titre que son accusateur, qui devra cette fois-ci aller jusqu'au bout de sa plainte.

Ce jeudi, devant le tribunal d'Oran, des membres du collectif de soutien à Karim Siaghi ont brandi des banderoles exigeant l'abrogation de l'ordonnance de 2006, appelant à une pratique libre du culte, et ce en réaction à la demande formulée par le juge, exigeant un complément d'information dans l'affaire Siaghi. Quelques minutes plus tard, deux fourgons de police ont encerclé le lieu et les membres du collectif se sont dispersés dans le calme après avoir marqué leur totale désapprobation face à cette décision. Tous pensaient fêter l'acquittement du concerné et non un renvoi de l'affaire pour instruction complémentaire. Ils promettent de poursuivre leur solidarité jusqu'au procès, qu'ils espèrent voir aboutir au profit de l'accusé avec son acquittement.

Amel Bentolba

ACCESSIBILITÉ DES PERSONNES HANDICAPÉES Les réalisateurs de projets astreints à une nouvelle réglementation

Le ministère de la Solidarité nationale a annoncé ce jeudi qu'une nouvelle réglementation est en voie d'application et concerne l'obligation pour les réalisateurs de projets, notamment de construction, d'aménager les ensembles de façon à ce qu'ils soient accessibles aux personnes handicapées.

F. -Zohra B. - Alger (Le Soir) - Pour Saïd Barkat, la nouvelle réglementation entrera en vigueur dans les prochains jours et devra être appliquée lors de la réalisation de tous les projets qu'ils soient étatiques ou privés. Pour les projets déjà réalisés ou en cours, les normes continueront de ne pas être respectées, compliquant encore la situation des handicapés et les freinant de ce fait, dans leur évolution dans la société.

Selon le ministre, l'urgence est cependant de veiller à ce que la réglementation, et donc les normes soient rigoureusement appliquées pour ce qui est de la réalisation des nouveaux bâtiments.

Le projet a été réalisé notamment par les secteurs de l'habitat, de l'environnement et celui de la jeunesse et des sports.

Il s'agit d'un arrêté, celui de mai 2011 qui définit les normes d'accessibilité et oblige à leur respect. Le ministre fera un point de situation en précisant que bon nombre de lieux et de bâtiments dont les moyens de

transports, les édifices publics et même les hôpitaux qui sont quasiment impossibles à atteindre par les personnes à mobilité réduite ou souffrant d'autres handicaps comme la cécité.

Ce sont les nouvelles constructions qui seront soumises à cette nouvelle réglementation et la réalisation devra notamment être contrôlée par les services du Contrôle technique de la construction (CTC) au niveau du territoire national.

Les spécialistes présents noteront que cette initiative vise à combler un vide pour ce qui est des programmes d'accessibilité des handicapés qui, selon eux, ne souffrent pas seulement de leur handicap mais surtout des obstacles qui jalonnent leur vie et activités quotidiennes.

Selon M. Haddad, sous-directeur au ministère de la Solidarité nationale, les actions doivent être intersectorielles en vue de concrétiser les projets en faveur des personnes handicapées. Concernant la nouvelle réglementation relative à l'ac-

cessibilité, le ministre précisera que les walis et les collectivités ont déjà été instruits s'agissant de son application au niveau local.

L'accessibilité concernera l'environnement bâti et les équipements ouverts au public, les mesures si elles se limitent aux nouvelles constructions engloberont aussi les ouvrages objets de réhabilitation.

Elles devraient ainsi permettre aux personnes handicapées d'y pénétrer, d'y loger ou d'y exercer leurs activités habituelles.

Ceci alors que toutes les déficiences motrices, visuelles, auditives, mentales de même que les situations d'incapacités temporaires sont prises en considération dans la norme.

Lors de la célébration de la Journée internationale des personnes handicapées, les experts se sont penchés sur les thèmes de l'accessibilité, de l'autonomie et des aides techniques.

Le programme se poursuivra par un tournoi national handi-sport qui se déroulera au complexe olympique Mohamed-Boudiaf. A l'Office Riadh El Feth, ce sont les réalisations des personnes handicapées qui ont été exposées.

F.-Z. B.